

Le moral des Français en 2017

Posté le : 7 mars 2017 20:54 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

L'économie d'une nation n'est pas seulement la résultante de forces économiques agissant dans un cadre institutionnel plus ou moins approprié. Elle dépend aussi des humeurs politiques et du moral de la nation en tant qu'ensemble politique et économique. On parle d'économie politique, l'économie pure étant un support intellectuel mais pas un instrument d'analyse complète de la réalité. Le moral, c'est la force qui, bien orientée, pousse à l'optimisme et à l'action. Démoraliser un pays, c'est le désorienter au point que, ne sachant pas où il va, et se heurtant partout à d'insaisissables obstacles, il cède à tous les vents mauvais de l'histoire.

Cette évidence a conduit à la mise en place d'enquêtes d'opinion des entrepreneurs, autour du concept de confiance, et plus largement à des études généralement confiées aux services secrets sur le moral global de la nation.

Voici ce que pourrait être ce genre d'étude sur le moral des Français en 2017.

Depuis la chute de l'URSS, peu de gens croient qu'il existe encore des foyers de subversion en France. Ils considèrent que le ressort est cassé et que tous les mouvements "révolutionnaires" sont désormais morts ou totalement déliquescents.

Ils se trompent. Mai 1968 a vu l'autonomisation du révolutionnarisme par rapport à l'URSS et c'était 20 ans avant la chute de l'URSS. Fondée sur le refus du monde "bourgeois" considéré comme intrinsèquement pourri, sur la condamnation du capitalisme, vu comme une force d'asservissement du prolétariat, la revendication révolutionnaire autonome, généralement portée par des mouvements trotskistes ou anarchistes, l'idéologie révolutionnaire qui souhaite depuis Babeuf faire capoter la société bourgeoise honnie, n'avait aucune raison d'être arrêtée par la chute de l'URSS qui était vue, de tout temps, dans cette mouvance, comme une déviation criminelle de petits-bourgeois fascistes profitant de l'arriération de la Russie.

La vraie rupture est venue de l'échec des mouvements armés dans la décennie 70. L'action directe est désormais exclue. Ce n'est pas une exclusion de principe mais d'opportunité. Il ne reste donc plus qu'une seule voie d'action : la subversion de la société bourgeoise afin que, vidée de toute substance et résistance, elle tombe comme un fruit blet.

La mouvance, dans toutes ses composantes, compte entre 5 000 et 10 000 adeptes ou anciens adeptes en France dont près de la moitié est active. Elle a des relais à travers le monde sous des formes très variées, dans des organismes pénétrés par entrisme. Elle dispose d'une doctrine d'action peaufinée par près de 150 ans d'écrits et de pratique.

Les techniques de pénétration, d'influence et de subversion pratiquée par l'Union Soviétique, depuis son lancement par Münzenberg, un génie de l'agit-prop, perfectionnées et pratiquées pendant soixante-dix ans, ont créé un terreau meuble. Elles n'ont pas été perdues par tout le monde.

L'idée de manœuvre est de s'attaquer aux maillons faibles de la société et de la subvertir de telle façon que la société perde toute capacité de réaction. Une émission récente sur Lénine a montré parfaitement comment les noyaux d'activistes subversifs peuvent faire basculer des situations qu'ils n'ont même pas créées.

Au milieu des années soixante-dix, les activistes révolutionnaires se sont scindés en trois groupes.

- Les partisans du retrait qui sont partis ailleurs soutenir d'autres combats (Voir par exemple Beni Levy de la Gauche Prolétarienne, converti dans le judaïsme fondamentaliste), ou qui ont essayé de faire fortune dans les affaires, ou qui se sont installés dans des carrières universitaires avec la volonté de défendre des thèses particulières mais sans envie ni programme de subversion. On les retrouve dans des travaux de démoralisation des Français, comme un récent livre d'histoire collectif qui conchie l'histoire de France, ou les travaux d'une géographe qui réduit la France à néant, et les mille et sociologues ou démographes qui débinent la France en permanence.
- Les partisans de la voie parlementaire qui ont intégré les rangs des partis, et en très grand nombre le PS. Voir par exemple Dray, Meyer, Jospin, etc.
- Les activistes non repentis qui ont considéré que là où ils étaient, ils pouvaient utiliser les moyens à disposition pour pourrir la République, mettre en œuvre les techniques de démoralisation du pays et permettre un jour ou l'autre une forme ou une autre de révolution. On les retrouve un peu partout dans la fonction publique, la magistrature, l'édition, le cinéma, les mouvements pseudo-écologiques violents, les "gangs antifa" et le journalisme ou la présentation d'émission de télé, dans les partis mais masqués.

Ce dernier groupe ne s'est jamais "rangé des voitures". Au contraire ses membres ont trouvé dans la crise de l'économie et l'affaissement des relations sociales qui en est résulté des moyens d'action multipliés.

Leur cible est toujours la même depuis Münzenberg et Gramsci : les ventres mous de la démocratie.

- l'armée
- Les élèves des lycées et collèges
- Les immigrés clandestins
- La presse.
- La justice

Les ouvriers comptaient naguère mais plus maintenant, compte tenu de la désindustrialisation du pays. L'immigré clandestin a remplacé le prolétaire de naguère. Terra Nova en a fait une théorie.

On sait peu que J. Chirac a été obligé de mettre fin à la conscription pour bloquer la tentative (menée par Edwy Plenel et quelques autres) de syndicaliser le contingent et de le manipuler. Dans l'état d'esprit de 68, le contingent était une proie facile.

- Les élèves des lycées et collèges ont été noyautés et il est assez facile de faire marcher les scolaires en utilisant de pseudo "émotions" et la simple envie de monôme. On a vu l'action des meneurs lors de l'affaire Léonarda et elle reprend ces derniers jours. Les parents n'aiment pas qu'on frappe leur enfant.
- Pour les immigrés clandestins, il suffit de suivre les provocations du Dal pour comprendre la méthode. L'émotion est, là aussi, le levier qui permet d'actionner la provocation puis la soumission.
- La presse est vulnérable car on la sait payée depuis très longtemps. Elle est à peu près totalement noyauté, ce qui explique l'incroyable chasse à cours actuelle contre Fillon basée sur de simples

soupons d'un pseudo-délit sans importance et monté en mayonnaise.

Le pire secteur gangrené est naturellement à chercher dans le système judiciaire. Il fallait éliminer les juges style Jean Royer, c'est-à-dire répressifs pour les délits dits du "petit peuple" et orienter la justice vers la condamnation du bourgeois et des élites politiques ou économiques.

La première manifestation de leur emprise a été l'arrivée du "justicialisme" dans les prétoires. Cette doctrine infâme considère que ce ne sont pas les faits, les circonstances et la loi qui déterminent le jugement mais l'identité et la condition des mis en cause, la loi pouvant être bafouée sans vergogne. On connaît la rengaine : le faible doit toujours l'emporter sur le fort quelles que soient les circonstances. La femme a raison contre l'homme, le salarié contre le patron, le piéton contre l'automobiliste, le locataire contre le propriétaire etc.

La seconde a été le refus de reconnaître comme vol le pillage des magasins en libre-service, réputé "intégré dans les marges".

La troisième a été le refus de condamner des excès syndicaux (comme le piratage du paquebot France, piratage condamné pendant longtemps à ...la pendaison !) et de toute forme de viol de la propriété dite "bourgeoise.", comme le squat.

La quatrième a été de refuser de condamner l'entrée clandestine dans le pays, le vagabondage et la mendicité organisée avec ou sans enfants, avec ou sans infirmes.

Ce refus de poursuivre et de condamner certaines catégories de délinquants, tout en donnant raison à des catégories contre d'autres, s'est accompagné d'une volonté de condamner le bourgeois, suspecté d'être un "délinquant en col blanc" natif et bien pire que le "voleur de pomme".

On a donc arrêté et parfois mis en prison pour de longues semaines des centaines de patrons ou cadres supérieurs au prétexte d'accidents du travail qui naturellement créent une légitime émotion. L'ignominie sous-jacente a été de faire cesser le lien entre les faits et le comportement des inquiétés. Dans une société du bâtiment, un jeune cadre est nommé à Paris le vendredi. Il fête sa promotion, signe les délégations et le lundi se présente à l'agence de province où il est désormais directeur. À peine arrivé, il est embarqué par la police et envoyé en détention provisoire par un juge rouge. Un ouvrier, qui n'avait respecté aucune des consignes de sécurité, était venu travailler de son propre chef sur un chantier le dimanche, pour refaire une tâche qu'il avait ratée. Il était tombé de l'échafaudage et s'était tué. Drame tragique mais dans lequel le malheureux nouveau directeur n'avait exactement aucune responsabilité et pour des travaux dont il n'avait même pas connaissance. Le lien entre le dommage et lui était inexistant, une des conditions traditionnelles dans tous les droits de monde depuis l'antiquité pour inculper. Le type même d'inculpation "ès qualités" qui pose toujours problème là où croit devoir l'appliquer.

À partir de cette floraison d'inculpations fantaisistes, naturellement cachée derrière la nécessité de mettre un frein aux accidents du travail, la procédure pénale a été enseignée dans les écoles de commerce. Toutes les opérations dangereuses ont été confiées à des sociétés sous-traitantes, souvent fantômes, afin de protéger les dirigeants des grands groupes.

C'est l'époque où pratiquement tous les films français présentent le dirigeant privé comme un voyou acoquiné avec des politiques soumis et achetés. Toute une législation est mise en place par Mitterrand pour rendre impossible l'autorité dans l'entreprise. Les prud'hommes commencent à piller sans vergogne les ressources des entreprises. L'entreprise étant systématiquement mise en difficulté même dans les cas les plus explicites de mauvais comportements d'un salarié, la peur de recruter s'empare de l'économie française. L'intérim et les CDD explosent. En même temps la justice refuse ou de poursuivre ou de condamner des attentats physiques contre les cadres supérieurs. Un arrêt célèbre à Nantes explique qu'il était normal qu'un gréviste crève un œil de cadre vu son juste

mécontentement. L'idée que la "violence de situation" explique des "violences de fait" est typiquement une mesure de subversion qui remet en cause tout l'ordre social. À Nancy on ne condamnera pas le viol de deux étrangères lors des émeutes liées à la fermeture de certains sites de production d'acier. La "juste colère sociale" justifie l'absolution qui crée un sentiment de dissolution totale de la société et une démoralisation fondamentale. Si les femmes peuvent être violées impunément, alors il n'y a plus de société, ni de sécurité, ni de justice. À Calais, la Justice refusera d'instruire sérieusement le probable assassinat d'un contrôleur de gestion qui en savait trop, retrouvé avec une blessure à la tête au fond d'un bassin, alléguant un possible suicide. Il ne fallait pas, semble-t-il, mettre en colère les syndicats.

Contre les propriétaires, on prend parti pour les titulaires de faux contrats de location, et on refuse l'expulsion de squatters qui se sont installés en fraude dans un appartement. Les propriétaires cessent de louer, provoquant une pénurie de logements.

La démoralisation du pays est confirmée par la condamnation des victimes et non des criminels dès lors qu'il arrive des ennuis au délinquant. L'affaire Legras est significative. Un voleur est tué par un commerçant las de voir sa boutique pillée à répétition et d'avoir été physiquement menacé et frappé à plusieurs reprises. Il est emprisonné. Des cas encore plus grotesques ne parviennent pas aux oreilles du grand public. Une femme dispose dans sa propriété d'une piscine. En son absence elle est utilisée et vandalisée par une bande de jeunes délinquants connus pour des larcins continuels dans les villas de cette ville de vacances. Une loi somme, à la même époque, les propriétaires de protéger leur piscine pour éviter les noyades. La propriétaire confie à une entreprise le soin de réparer la piscine devenue fuyarde et d'entamer les travaux de sécurisation. La piscine est vidée. La bande entre de nuit dans la propriété et entend sauter dans l'eau. L'un de ses membres plonge dans la piscine sans voir, de nuit, qu'elle était vide et se tue. La propriétaire, absente des lieux est arrêtée à son domicile au prétexte qu'elle **aurait fait exprès** de vider la piscine...

Les exemples pourraient être multipliés. Il n'y a plus aucun respect pour la propriété privée. La subversion l'a emporté par l'entrisme d'extrême gauche pratiqué au sein de la justice, en complicité avec les politiques gauchistes et le secteur culturel complice.

La destruction de la société civile en faveur du délinquant ou du malfaisant ne suffisait pas. Il fallait s'attaquer à la démocratie. On a vu une offensive des juges dits "rouges", contre les édiles, devenus responsables de tout, puis contre les hommes politiques de second rang, puis contre les ministres, les préfets, et suprême bonheur les Présidents de la République.

L'action des juges rouges se fait sentir aussi bien au siège, par des jugements disons surprenants, et surtout par les juges du parquet. Tant que les cours d'appel étaient constituées de juges normaux, les errements étaient cassés. Mais la pénétration des cours d'appel a changé la donne. Maintenant, les avocats savent qu'il faut viser uniquement la cassation tant les cours d'appels sont contaminées. Et lorsque la cour de cassation le sera à son tour, il n'y aura plus de justice en France.

Quant aux juges d'instruction, ils disposent de tellement de pouvoir qu'ils peuvent faire à peu près tout ce qu'ils veulent et d'autant plus facilement qu'ils réussissent à se constituer en meute. Un très petit nombre de juges peut faire des dégâts colossaux. La méthode est connue :

- Violation systématique du secret de l'instruction considéré comme une entrave bourgeoise à la vérité
- Thèmes d'inculpation outranciers et choisis pour leur caractère déshonorant. Poursuite sur des délits flous comme l'abus de bien social, ou le détournement d'argent public, la faillite par moyens ruineux, etc.
- Moyens d'investigation sans limite non plus pour prouver un délit mais pour en trouver un possible

même ténu.

- Refus d'instruire et de tenir compte.
- Utilisation du calendrier, de la mise en examen, de la mise en prison préventive...

La syndicalisation, sous le contrôle de petits groupes subversifs, a été évitée de justesse dans l'armée et non dans la justice. On a vu, avec le Mur des Cons, ce que les juges "rouges" pensaient des victimes et des justiciables. Quand des gens chargés de défendre la société injurient ses membres et manifestent leur mépris collectif contre des victimes ou des cibles sociales ou politiques, il n'y a évidemment plus de justice. Surtout quand ce syndicat a table ouverte dans les médias publics.

Ce qui vient de se passer avec le Parquet financier et la nomination du juge Tournaire, dont la tête de Savonarole fanatique devrait être publiée plus souvent dans les médias, pour l'édification des masses, est l'étape supérieure de la subversion. C'est la République qui a été punaisée sur le Mur des Cons. Des centaines de parlementaires font travailler un membre de leur famille. Un seul est attaqué. Si tous l'étaient, à partir d'une loi des suspects décrétés par Mediapart, les In rocks et le Canard Enchaîné, que resterait-il de la République ?

La France est désormais un pays ruiné et subverti où il n'est plus possible de posséder, d'agir ou de parler. Tout pouvoir est vilipendé. Toute entreprise est entravée. Sa population est remplacée par des immigrants non souhaités ; son école est quasiment morte ; son économie est durablement affaiblie ; sa langue est à l'encan ; sa "culture" n'est plus qu'un vaste dégueulis gauchiste (Py, Ribes, Tavernier, Mouchkine, Arditi...) subventionné ; sa presse n'existe plus, coincée entre des patrons milliardaires (dont l'argent est de plus en plus à l'étranger) et une camarilla de pseudos journalistes qui ne peuvent faire carrière qu'en épousant des thèses gauchistes. L'obligation dans une carrière de passer par les médias publics, tenus totalement depuis Mitterrand par la gauche culturelle extrémiste, entraîne une soumission à la meute. Le rachat par des financiers étranges et amis du pouvoir socialiste qui leur offrent leur pouvoir contre réciprocité, de chaînes de télévision et de journaux, rappellent fâcheusement le règne des Oligarques dans les ex pays de l'EST. Quant à la justice, on voit qu'elle est, désormais, dans certaines de ses parties, quasiment aux mains d'une poignée de justiciers gauchistes militants.

En France, personne ne peut plus sortir des griffes démoralisantes qui l'enserrent. Depuis dix ans le leitmotiv, partout dans la société, est "on marche sur la tête". Marcher sur la tête est l'objectif même de la subversion.

Les opportunistes qui, comme Hollande ou Macron, veulent le poste de président par pur narcissisme et sans aucune envie de ne rien faire de précis, sinon de régner un temps et de bénéficier à vie de beaux privilèges, sont obligés de se soumettre. La droite, elle est interdite de pouvoir, tous les moyens d'état pouvant être mis en marche contre elle par les militants infiltrés alliés avec des politiciens sans scrupule dont les intérêts sont purement électoraux.

Hollande a été sans cesse sous la pression des gangs de délinquants politiques qui tiennent la zone d'aménagement du futur aéroport de Nantes et tout autre lieu où un investissement public d'importance est prévu. La démocratie locale est empêchée. La guerre civile froide engagée par la CGT contre la loi El Khomry a été l'occasion pour des bandes armées de faire des destructions ravageuses et sans limites. L'instrumentalisation des banlieues a montré son pouvoir. L'école est constamment sous la pression des grèves politiques de scolaires encadrés par des agitateurs professionnels. Le « culturel » est tenu par les intermittents du spectacle et les gauchistes militants qui règnent sans partage "une sébile dans une main et une grenade dans une autre", façon Rufin, l'exemple même du gauchiste démagogue travaillant sur l'émotion.

Les subversifs ont eu la peau du socialisme dit démocratique, en même temps qu'ils tentent d'empêcher la droite de revenir à jamais aux manettes.

Jamais le trouble n'a été plus grand dans le pays qui ne se reconnaît ni dans sa presse, ni dans son école, ni dans sa justice, ni dans son économie, ni dans son État. Ce trouble n'est pas spontané. Il provient largement des quelques milliers de subversifs qui ont décidé d'une action directe dans leur environnement et investi tous les secteurs fragiles de la société.

Il n'y a pas de complot, pas de cellule dirigeante, pas de mafias organisées. Simplement des cellules cancéreuses qui pullulent, se rejoignent, se gênent, se confrontent, parfois s'annihilent, mais qui créent le climat nauséabond dans lequel les forces militantes incertaines et les bons sentiments irréflectifs peuvent être manipulés et orientés, dans les partis et hors les partis, dans les médias et dans la jungle internet, dans l'État et dans l'illégalité la plus totale. La dénaturation de toutes les institutions (le mariage, la prison, les frontières, la nationalité, la propriété...) est le fait à la fois de l'action de subversion et de l'orientation forcée des programmes politiques de gauche. On a vu que la résistance de la mouvance sociale-démocrate a été liquidée avec la non-représentation de Hollande et l'élimination de Valls. Le corps social s'étiole et sombre. La société disparaît. La décomposition avance.

Des forces de résistances existent. L'offensive islamiste a réveillé les consciences et fait apparaître des limites. L'explosion de la délinquance syndicale a provoqué une réaction judiciaire : les cégétistes qui ont molesté un dirigeant d'Air France ont été un peu embêtés. la droite empêchée d'élection présidentielle dénonce maintenant de façon ouverte la subversion d'une partie des juges. La combustion des policiers ne plaît pas trop au pays.

Mais tout le monde voit qu'elles sont très faibles isolées, sans suite. Et qu'il est relativement facile de les contrer.

L'effondrement du communisme a paradoxalement permis à la subversion anarchiste révolutionnaire ou marxiste léniniste et trotskiste de gagner du terrain car le risque d'être considéré comme une 5ème colonne de l'URSS a disparu. La politique du pire l'a emporté sur la gestion raisonnable de la société avec au bout du chemin, la volonté de faire gagner Le Pen pour susciter un mouvement antifasciste de masse qui peut ouvrir le champ à une nouvelle expérience de socialisme anticapitaliste violent.

Rappelons ce qu'a été l'action de démoralisation des pays occidentaux qui forme le terreau de la subversion actuelle, en relisant le témoignage essentiel de Yuri Bezmenov, ex-agent du KGB, qui en a averti l'Ouest dès 1985 :

Le bloc socialo-communiste :

- *a sciemment mis en œuvre une politique globale de manipulation de l'opinion et des élites au niveau mondial.*
- *a conditionné les écoliers et étudiants occidentaux aux idéaux socialistes sur au moins trois générations. Cette tâche représentait selon lui 85 % de l'activité du KGB.*
- * *a systématiquement recruté tous les faiseurs d'opinion à l'ouest pour l'influencer, dans le but de déstabiliser le monde non-communiste.*
- * *a conditionné et "dé-moralisé" (perte des valeurs) des pans entiers de la société, devenus les "idiots utiles" du socialisme.*

D'où ce commentaire un peu actualisé d'un spécialiste : Cette action permanente et gigantesque permet bien de comprendre pourquoi, en 2017, nous devons encore composer avec une gauche

lunaire, pourquoi autant de profs formatés continuent de saper des générations d'écoliers, collégiens, étudiants etc. et pourquoi la lutte contre le socialisme marxiste, malgré toutes les preuves de sa nocivité, est toujours à l'ordre du jour.

En fait les communistes n'ont bien réussi qu'en Amérique du Sud, aux États-Unis et en Europe, avec le cas particulier de la France qui a été très contaminée du fait de son amour de la violence depuis la révolution française et de la glorification des exactions de la Commune. L'Afrique et l'Asie ont été très rétives.

Contrairement à ce qu'on croit, la France n'en a donc pas fini avec le socialisme anti-démocratique et violent.

Dans ces conditions on ne peut que regretter l'inertie mise à sortir de la crise économique provoquée par des institutions internationales et européennes dysfonctionnelles. Il faut se méfier de la colère du peuple d'abord et avant tout parce qu'elle donne du grain à moudre aux activistes des "avant-gardes" menant des combats d'arrière-garde, en pariant sur le pourrissement judiciaire, culturel, national, politique, économique et social du pays.

Ceux qui ont cru qu'on pourrait contourner le problème par l'Europe et la mondialisation, qui rend impuissante les politiques nationales et "les masses", n'ont fait qu'aggraver le problème. Ils sont désormais l'objet d'une accusation qui devient crédible de noyautage et de subversion comme la mouvance socialiste par les subversifs aux mêmes, ce qui doit les amuser.

Entre la démoralisation du peuple de gauche par l'Europe et la mondialisation, et celle du peuple de droite par les mouvances révolutionnaires marxistes, trotskistes, anarchistes, ou léninistes, doublées par un extrémisme criminel musulman, on comprend que le moral des Français ne soit pas au plus haut ces derniers temps.